

# Dans la poudrière



**Ségrégation.** Des militants de Génération identitaire tractent et collent devant la gare de Metz, le 21 mars.



**Religion.** Rassemblement de fidèles et religieux musulmans, le 6 avril, devant la basilique pour protester contre la fermeture administrative de mosquées à Saint-Denis.



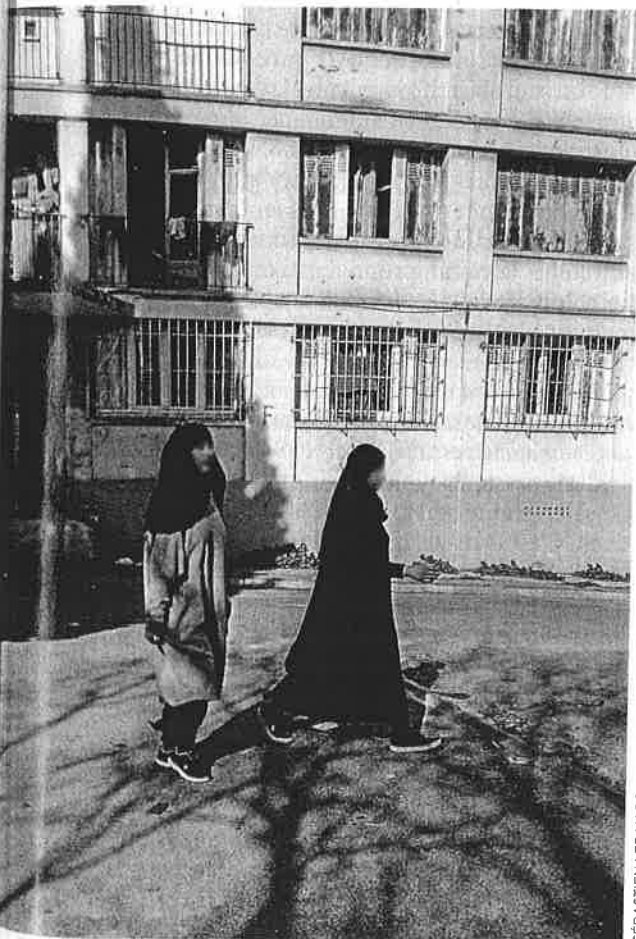
**Violence.** Heurts avec la police le 16 mars, à Paris, lors de l'acte 18 des gilets jaunes. Casseurs et Black blocs se sont déchainés sur les Champs-Élysées.

KHANH RENAUD POUR « LE POINT » - SÉBASTIEN LEBAN POUR « LE POINT » - LOUAI BARAKAT/SIPA

# identitaire



**Prosélytisme.** Messe dominicale du mouvement évangélique à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le 24 mars.



**Territoires perdus.** Parc Corot, une cité délabrée de Marseille où mafias et religieux prospèrent sur la misère.

**Reportages.** Nous avons enquêté pendant trois mois au plus près de ces Français au bord de la sécession.

DOSSIER RÉALISÉ PAR NADJET CHERIGUI ET CLÉMENT PÉTREULT

Rien, à part peut-être l'imagination, ne semble aujourd'hui capable d'épuiser les nouvelles passions de l'affirmation de soi. Religion, opinion politique, origine géographique, sexualité, couleur de peau, goûts musicaux, niveau de revenu, maladie... N'importe quelle aspérité personnelle peut servir de point d'arrimage à une revendication particulariste, un repli sur une appartenance victimaire. Pas un endroit de France ne semble échapper à ce phénomène, chaque événement de la vie publique peut potentiellement devenir prétexte à une instrumentalisation identitaire, comme n'ont pas manqué de nous le rappeler ceux qui ont fait annuler la représentation des « Suppliantes » d'Eschyle à la Sorbonne le 25 mars. Même le gilet jaune aura été – au début du mouvement tout du moins – le symbole de ralliement d'un mouvement aux motivations identitaires implicites. Ceux qui fréquentent les réseaux sociaux peuvent mesurer à chaque instant combien la période fait fleurir ces identités vindicatives et composites, parfois contradictoires comme ces « antiracistes » qui ne veulent plus se mélanger « aux Blancs », ces féministes plus promptes à défendre le droit des femmes à porter le voile que leur droit à se dévoiler, ou ces exaltés de la « blanchité » qui proposent une citoyenneté conditionnée à des critères pigmentaires.

« L'affirmation identitaire revendique toujours un statut d'exception. Il y a ceux qui ont un statut et les autres. Cela conduit souvent au conflit de normes dans l'espace social », explique Gérard Bronner, sociologue et auteur de « Déchéance de rationalité » (Grasset). L'obsession identitaire, après avoir pris le contrôle des consciences, peut vouloir prendre celui du monde réel, imposant ses codes, ses lois et ses représentations peu portés sur l'altérité et les règles jusqu'ici communément partagées. « Risque-t-on sérieusement de voir des enclaves salafistes, zadistes, identitaires, régionalistes, mafieuses, que sais-je encore, faire sécession sur le sol hexagonal, chacune observant ■■■

SEBASTIEN LEBAN POUR « LE POINT » (X2)

## Notre méthode

Pour réaliser ce dossier, nous avons parcouru la France du nord au sud, en TGV, en voiture, en TER, en RER, à pied... Nous avons discuté avec des militants d'extrême droite, d'extrême gauche, des imams, des évangélistes en mission dans des gares... Nous avons aussi rencontré des migrants déboussolés, des dealers suspicieux, des gilets jaunes en colère, des féministes découragées, des enseignants inquiets, des chefs d'entreprise désespérés. Nous avons passé du temps avec des fonctionnaires, des députés, des maires, des syndicalistes, des universitaires, des responsables associatifs... et d'innombrables inconnus, qui, pour beaucoup d'entre eux, nous ont demandé de préserver leur anonymat. Car la France fracturée est un monde peuplé d'inquiétudes.



■ ■ ■ *les autres avec méfiance et le doigt sur la gâchette ? Oui, c'est une hypothèse qu'il faut considérer*», prévient Eric Delbecque dans son ouvrage «Les ingouvernables» (Grasset). L'expert en intelligence économique et stratégique utilise le terme de «*France léopard*» pour désigner cette juxtaposition de replis, l'essayiste Jérôme Fourquet y voit un processus d'«*archipélisation*», quand le géographe Christophe Guilluy décrit un réseau de «*fractures françaises*»... Tous trois racontent et documentent ce phénomène d'émiettement qui ronge aujourd'hui la société et qui bouleverse profondément les démocraties occidentales.

**Replis et assignations.** Sommes-nous condamnés à vivre repliés dans un paysage d'îlots identitaires ? Pour Didier Leschi, président de l'Institut européen en sciences des religions, réveil identitaire et réveil religieux vont nécessairement de pair. «*Nous assistons à un réveil des identités premières, rustres et tribales*», indique l'ancien chef du bureau central des cultes, qui constate «*un retour global du religieux comme identité première*». Les fondamentalismes religieux se révèlent particulièrement actifs dès lors qu'il s'agit d'offrir à leurs convertis le confort d'une identité toute prête. Ainsi peut-on assister dans certains quartiers à une concurrence des prosélytismes, néo-évangéliques contre salafistes, deux cultes dynamiques cherchant à recruter et à sauver les âmes égarées (lire p. 42).

La quête identitaire est aussi portée par des mouvements politiques qui supportent difficilement la nuance. «*On voit, du coup, émerger un mouvement de refus de l'autre, une ligne de défense qui passerait par le fait que l'autre représente un obstacle à sa propre existence. Celui qui refuse de rentrer dans le rang est alors*

**Indigénistes.**

Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des indigènes de la République – ici, place de Ménilmontant (Paris 20<sup>e</sup>), le 19 février –, fait partie des figures qui défendent une vision raciale des rapports sociaux.

désigné comme traître et s'expose à un châtiment», poursuit Didier Leschi. Voilà qui expliquerait la violence qui s'abat régulièrement sur nos concitoyens immigrés, hâtivement qualifiés de «*traîtres à leur race*» dès lors qu'ils s'écartent des modèles entretenus par les obsédés de l'identité de tout bord. «*C'est de l'assignation à résidence identitaire*», affirme Amine El-Khatmi, président du Printemps républicain, un mouvement laïque de gauche qui cristallise les obsessions de la gauche particulariste et des islamistes de tout poil. «*Lorsque Marine Le Pen dit que l'islam est en conquête, la gauche lui répond "fasciste", c'est facile. Mais lorsque des gens de gauche qui ont ma tête et mon nom disent que l'islam doit se soumettre aux lois de la République, c'est tout à coup plus compliqué de nous taxer de fascistes*», s'amuse-t-il, si souvent confronté aux menaces et aux violences verbales qu'il ne s'en émeut même plus.

Ainsi va l'époque : l'assignation identitaire est devenue l'arme ultime de ceux qui prétendent la combattre. Et gare à celui qui s'écarte de la trame manichéenne proposée par ces bricoleurs de l'identité, inspirés par les mouvements américains de défense de l'organisation communautaire. Quelle que soit l'identité transformée en cause politique, le rattrapage communautaire s'organise en construisant inlassablement l'idée d'un «*nous*» et d'un «*eux*» bien étanches, en dressant l'inventaire compulsif de ce qui nous divise plutôt que de ce qui nous rassemble. Avec un seul objectif : augmenter la conflictualité et durcir les débats, faire en sorte que personne ne puisse plus adopter de position raisonnable. La mouvance dite «*décoloniale*» et le Parti des indigènes de la République sont passés maîtres en la matière : ils s'appuient sur une histoire de France tronquée pour entretenir la victimisation d'un côté et la culpabilité coloniale de l'autre. Assumant pleinement la dimension identitaire de sa réflexion, Houria Bouteldja, fondatrice de ce mouvement raciale, n'écrit-elle pas : «*Le foulard renvoie un message clair à la société blanche : nous ne sommes pas des corps disponibles à la consommation masculine blanche*» ?

Cette passion pour les origines et les assignations grossières empêcherait-elle les ambitions collectives ? C'est le risque que souligne le sociologue Gerald Bronner, pour qui «*la définition de l'identité par les origines empêche la projection vers un avenir commun. L'héroïsme se tourne alors vers le passé, entraînant dans son repli l'émiettement de l'idée de progrès*». Plus problématique encore, ces constructions identitaires imperméables à l'idée d'un avenir commun peuvent, lorsqu'elles se conjuguent à un récit victimaire, aboutir à des formes d'identité plus radicales. «*Djihadisme*

SIMON LAMBERT/HAYTHAM-REA

**« Risque-t-on sérieusement de voir des enclaves salafistes, zadistes, identitaires, régionalistes, mafieuses faire sécession sur le sol hexagonal ? Oui, c'est une hypothèse qu'il faut considérer. » Eric Delbecque**

ou grand remplacement font appel aux mêmes ingrédients: un récit identitaire victimaire, fondé sur l'urgence à agir et l'indignation morale, cet héroïsme à portée de main», explique Bronner.

**Question ethnique.** Plus optimiste, Malek Boutih juge ces phénomènes de repli exagérés, «*le dynamisme de la culture française est hyperpuissant, confie l'ancien député PS. La capacité assimilationniste de la France est telle qu'elle a absorbé des peuples avec lesquels elle était en guerre il y a quarante ans*». La rhétorique de l'indignation permanente agit comme un cordon sanitaire qui interdit de penser le collectif. Y compris chez ceux qui sont censés organiser la vie de la cité. Ainsi Hamid, élu (PS) chargé du logement dans une ville de l'Essonne, raconte comment il fait preuve de prudence quand il tente d'organiser la mixité ethnique dans le parc social de sa commune. «*Comme j'ai peur d'être traité de raciste, j'agis en douce, en utilisant par exemple le contingent de la ville pour rétablir un semblant de mixité. En fait, je travaille la question ethnique sans avoir le droit de le faire, tout en ayant à l'esprit qu'il est nécessaire de le faire sans le dire... Bref, c'est intenable*», révèle l'élus, qui se montre inquiet: «*Lorsque vous assistez à une concentration de femmes voilées, de dealers, de gamins qui ne traînent qu'entre Blacks... ça devient dangereux. Après les "petits Blancs" ne veulent plus venir dans ces logements, car ils considèrent qu'il y a trop de Rebeus et de Blacks et ça devient impossible à gérer. Les gens ne sont pas forcément racistes, mais ils*

### Pour aller plus loin

«L'archipel français», de Jérôme Fourquet (Seuil, 2019).  
«Déchéance de rationalité», de Gérald Bronner (Grasset, 2019).  
«Le temps des passions tristes», de François Dubet (Seuil, 2019).  
«La dictature des identités», de Laurent Dubreuil, (Gallimard, 2019).  
«La nouvelle question laïque», de Laurent Bouvet (Flammarion, 2019).  
«Les ingouvernables», d'Eric Delbecq (Grasset, 2019).  
«No Society», de Christophe Guilluy (Flammarion, 2018).  
«L'obsession identitaire», de Philippe Forget (Berg International, 2017).

n'ont pas envie d'être en minorité dans leur immeuble ou leur quartier», explique-t-il.

La peur de devoir affronter un torrent de réprobations hante la politique. L'ancien ministre de la Ville Patrick Kanner, aujourd'hui président du groupe socialiste au Sénat, se souvient du tollé général qu'il avait déclenché lorsqu'il avait expliqué qu'une centaine de quartiers en France «*présentaient des similitudes potentielles*» avec Molenbeek: «*C'était 110 à 120 quartiers. Avec des élus débordés qui gèrent la paix sociale à tout prix et des mouvements salafistes structurés qui gèrent une économie liée à la drogue. Nous avons croisé les données des ministères de l'Intérieur, des Sports et de la Ville pour constituer ces analyses.*» Et les clubs sportifs tenus par des religieux (lire p. 52) faisaient déjà partie des signaux forts.

Le marché identitaire est infini et se reconfigure en permanence, au gré de l'actualité. «*Tout fonctionnait comme si nos valeurs premières se propageaient mécaniquement, comme si l'ouverture nous avait permis de nous affranchir de tout risque de penser. Si nous n'avons pas d'idées, d'autres en ont pour nous, c'est un marché ouvert*», avançait Emmanuel Macron lors de son débat avec les intellectuels. L'universalisme est en voie de ringardisation, attaqué par les petits boutiquiers de l'identité, prêts à surfer sur les angoisses pour élargir leur fonds de commerce. S'ils se détestent et s'affrontent en façade, tous ont bien compris, dans un monde sans idéologie et sans repères, que tous les coups sont permis ■

## Saint-Denis, berceau de l'indigénisme

S'il devait y avoir une capitale de la pensée indigéniste en France, ce serait sans conteste la ville de Saint-Denis. A en croire certains militants laïques, ce serait ici, dans cet ancien faubourg ouvrier à quelques stations de métro au nord de Paris, qu'a été théorisé et mis en pratique un rapprochement entre la mouvance islamiste et les courants d'un communisme déclinant des années 2000. Saint-Denis, berceau de la pensée décoloniale et de l'«islamo-gauchisme» français? «*Oui!*» répond Djemila Benhabib, auteure de «*Ma vie à contre-Coran*» (H&O). Avec sa famille établie à Saint-Denis pour fuir les islamistes de la décennie noire algérienne, elle a assisté de l'intérieur à ce glissement de la gauche vers ces nouvelles alliances. «*La ville de Saint-Denis s'est ghettoisée et communautarisée, elle a perdu son visage universaliste et le terreau indigéniste a prospéré*», déplore-t-elle. C'est effectivement à Saint-Denis que s'est développé le centre Tawhid lié à Tariq

Ramadan; à Saint-Denis toujours que s'est installé le centre de formation d'imams proche des Frères musulmans; à Saint-Denis encore que des universitaires de Paris-8 étaient les fondations idéologiques de ce mouvement à grand renfort d'études intersectionnelles sur la démultiplication des dominations. Il ne faudrait pas oublier le rôle joué par la Bourse du travail, une salle souvent prêtée aux associations, qui a accueilli le congrès fondateur du Parti des indigènes de la République le 28 février 2010. Depuis, cette salle ne cesse d'accueillir des rassemblements de militants venus renforcer ce courant de la gauche radicale, identitaire, particulariste, décoloniale, proreligieuse et racialisée. On ne compte plus les meetings «*contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire*», les réunions en «*non-mixité racisée*» (entendez: Blancs s'abstenir) ou encore les réunions politiques avec un Tariq Ramadan bénéficiant, à l'époque, d'une



**Protestation.** Madjid Messaoudene, élu municipal (Reve-Insoumis), manifeste le 6 avril.

large audience. Si aujourd'hui la mairie récuse toute proximité avec ces réseaux, certains élus proches du Parti des indigènes de la République, tel Madjid Messaoudene, ne manquent aucune occasion de manifester leurs sympathies avec les religieux. Ces rapprochements politiques mènent parfois à des situations inhabituelles: ainsi, le 6 avril, on a pu voir défiler des conseillers municipaux La France insoumise aux côtés de dirigeants et fidèles de mosquées venus protester contre la fermeture administrative de deux mosquées à Saint-Denis (photo) ■